

SOMMAIRE

Villes

- 1) « Régionales : David Jourdan claque la porte du Modem » - 94 Citoyens
- 2) « Nogent / Les changements climatiques en débat » - Le Parisien
- 3) « Créteil / Les donateurs découvrent la nouvelle cathédrale » - Le Parisien

Département

- 1) « Les 2000 arrêts de bus bientôt accessibles » - Le Parisien
- 2) « Aides sociales : la quadrature du cercle pour les départements » - La Gazette

Région / Régionales

- 1) « Je veux tout chambouler à la Région Ile-de-France » - Les Echos
- 2) « Grand Paris : une nébuleuse pour les citoyens mais des attentes fortes » - 94 Citoyens
- 3) « Métropole du Grand Paris mode d'emploi » - 94 Citoyens

Politique nationale

- 1) « La France est bloquée : maires, associations... Redonnons le pouvoir aux acteurs locaux » - L'OBS
- 2) « Pour 1 Français sur 3, Juppé ferait mieux que Hollande à l'Élysée » - Le Point
- 3) « Primaire des Républicains : les vertus de la colère d'Alain Juppé décryptées par Alba Ventura » - RTL
- 4) « François Bayrou plaide pour un rapprochement entre Fillon et Juppé » - Le Monde
- 5) « De droite comme de gauche, les critiques fusent contre la nouvelle loi sur l'organisation territoriale » - Le Figaro
- 6) « Investissement local : la Cour des comptes sonne l'alarme » - Les Echos
- 7) « Collège : la nouvelle guerre des tranchées » - Les Echos
- 8) « Climat : les 100 milliards prévus pour 2020 en bonne voie » - Les Echos
- 9) « Electricité : le solaire photovoltaïque devient compétitif en France » - Les Echos

Ouverture et curiosités

- 1) « Angus Deaton prix Nobel d'économie pour ses recherches sur la pauvreté » - L'OBS
- 2) «Après l'attentat d'Ankara, la Turquie au bord du gouffre » - Le Monde
- 3) « L'hyperviolence en politique... House of Cards à l'Élysée ? » - Le Figaro
- 4) « Astérix", "Star Wars" à la française ? » - Le Point

Villes

« Régionales : David Jourdan claque la porte du Modem » - 94 Citoyens

Responsable de la section Modem de Nogent-sur-Marne, David Jourdan vient de rendre sa carte en raison du soutien dès le premier tour de son parti en faveur de l'ancien ministre Laurent Wauquiez en Rhône-Alpes Auvergne,

élu dont il considère les positions trop droitières. « En termes de positionnement politique, il n'est pas possible pour moi de cautionner une quelconque alliance avec Laurent Wauquiez. Je considère en outre comme une erreur historique que le Modem se soit associé dès le premier tour à LR dans des régions comme Paris et Rhône Alpes, au lieu de porter les couleurs des centristes. Cette fusion sert essentiellement à porter des petites ambitions et des combinaisons politiciennes et non à défendre nos valeurs. Le combat est déjà difficile dans le contexte de bipolarisation politique de notre société, il est dommage de ne pas profiter d'une élection à la proportionnelle pour nous exprimer », motive l'ex-secrétaire de section, colistier de Michel Gilles (SE) aux municipales 2014 à Nogent.

« Nogent / Les changements climatiques en débat » - Le Parisien

NOGENT-SUR-MARNE

Les changements climatiques en débat

■ Le Forum nogentais ne pouvait manquer l'occasion de la COP21 pour organiser un débat sur la lutte contre les changements climatiques. Après déjà plus de 70 débats, une nouvelle rencontre aura lieu ce soir. Les intervenants tenteront de répondre à ces questions : « Comment concilier prospérité et lutte contre le changement climatique ? A quels défis environnementaux sommes-nous confrontés à moyen et long terme ? Quels sont les forces en présence et les rapports de force ? » Puis, seront présentées les différences entre transition écologique, croissance verte et décroissance.
Ce soir à 20 h 30, à l'école Gallieni, 16, boulevard Gallieni, à Nogent.

« Créteil / Les donateurs découvrent la nouvelle cathédrale » - Le Parisien

CRÉTEIL

Les donateurs découvrent la nouvelle cathédrale

« **C'EST SUPERBE !** » L'avis de ce donateur ne laisse aucune place au doute. Comme lui, plusieurs dizaines de personnes ayant contribué financièrement à sa réalisation ont visité ce week-end la nouvelle cathédrale de Créteil. Si la surface est la même que celle de l'ancienne cathédrale, la capacité d'accueil est passée de 600 à 1300 places et la coque en bois très haute qui évoque « les deux mains jointes de Marie » séduit les visiteurs.

Il manque toujours 450 000 € pour boucler le financement

« C'est formidable cette référence et, dès qu'on entre, on ressent l'élévation de l'esprit vers Dieu », commente Nicole, de Maisons-Alfort, sous le charme du nouveau lieu de culte qui accueille en moyenne, depuis son ouverture, entre 50 et 100 personnes par jour. « C'est très sobre, mais comme il y a des touches de couleurs chaleureuses et des matériaux nobles, on s'y sent très bien », poursuit-elle.



Créteil, hier après-midi. Après leur première visite de la veille, les donateurs ont pu assister à la bénédiction de l'orgue rénové, par M^{gr} Santier, l'évêque de Créteil. (L.P./C.N.)

Les visiteurs se sont entendu rappeler que la nouvelle cathédrale a coûté 9,6 M€ et qu'il manque toujours 450 000 € pour boucler le financement. « Certains attendaient de voir le résultat pour décider de participer à ce projet financièrement », nuance François,

l'un des bénévoles chargés des recherches de fonds.

Hier après-midi, à l'heure des vêpres, M^{gr} Santier, évêque de Créteil, a procédé à la bénédiction de l'orgue de la cathédrale. Un instrument datant de 1967, conçu par Curt Schwenkedel selon les

plans de deux célèbres organistes aveugles, Jean Langlais et Gaston Litaize, dont s'était dessaisie l'association Valentin-Haüy. Une fois béni, l'orgue a donné de la voix sous les doigts de l'organiste vincentin Emmanuel Bellanger.

LAURE PARNY ET CORINNE NÈVES

Département

« Les 2000 arrêts de bus bientôt accessibles » - Le Parisien

Les 2 000 arrêts de bus bientôt accessibles à tous

Le conseil départemental vient de lancer la troisième phase de travaux à l'ensemble des arrêts du Val-de-Marne. Objectif : équiper toutes les lignes avant 2020.

QUE VOUS SOYEZ ENCEINTE, avec une jambe dans le plâtre, en train de porter un lourd cabas, avec une trottinette à bout de bras ou encore en fauteuil roulant, tout le monde pourra bientôt emprunter toutes les lignes de bus du Val-de-Marne sans devoir se préoccuper à l'avance de l'accessibilité des arrêts de bus qu'il va devoir emprunter.

Le conseil départemental vient de lancer la troisième phase de mise en accessibilité de l'ensemble des arrêts du département. Déjà 1100 arrêts ont été équipés de trottoirs surélevés à hauteur du bus ou encore de pentes douces à tous les passages piétons proches de ces arrêts. Pour les quelque 900 restants, de nouveaux travaux viennent d'être engagés. Objectif : que tous les arrêts soient équipés au plus tard en 2020.

Un programme novateur, selon l'Association des paralysés de France

« La particularité du Val-de-Marne est d'être le seul en Ile-de-France à avoir fait le choix de traiter tous les arrêts, qu'ils se trouvent sur des voies départementales ou communales », vante Pierre Garzon, vice-président (PCF) du conseil départemental chargé des transports.

Une mesure à laquelle peuvent être sensibles environ 35 % de la po-



Sucy-en-Brie. Déjà 1100 arrêts ont été équipés de trottoirs surélevés à hauteur du bus ou de pentes douces à tous les passages piétons proches des abris. (LP/LP)

pulation. On estime en effet qu'un habitant sur trois est, à un moment de sa vie, « personne à mobilité réduite ». « D'où l'importance du programme engagé par le Val-de-Marne, qui est novateur et efficace, en ne tenant pas compte de qui doit gérer la route, tandis que les villes, elles, sont beaucoup plus en retard, se désolent Claude Boulanger-Reijnen, pré-

sident de l'Association des paralysés de France pour le Val-de-Marne et l'Ile-de-France. Certes, c'est une bonne chose que les arrêts de bus soient accessibles, mais certaines villes sont tellement à la traîne sur le reste de leurs voiries que les personnes à mobilité réduite ne peuvent pas forcément s'y rendre ! » Et l'association de pointer du doigt les mauvais élèves

■ LES CLÉS

4,8 M€ sont engagés pour le programme 2015-2016. Une somme financée à 75 % par le Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif).

10,3 M€ seront nécessaires pour terminer cette troisième phase de travaux, qui va s'étaler jusqu'à 2020.

22 lignes traitées en 2015-2016. Le programme de travaux lancés pour cette fin d'année et 2016 concerne 355 arrêts de bus.

1 100 arrêts de bus ont déjà été mis aux normes. Il en reste environ 900, dont la moitié sont des points d'arrêt sur des lignes de la RATP, et l'autre sur des compagnies privées.

du département : « Saint-Maur, Limeil-Brévannes, L'Haÿ, Villecresnes ou encore Nogent, pour sa piscine. »

Le département, qui étale les travaux sur plusieurs années en raison du coût en jeu, travaille ligne par ligne, en privilégiant celles qui sont les plus fréquentées, ou encore qui desservent des établissements recevant du public.

LAURE PARNY

« Aides sociales : la quadrature du cercle pour les départements » - La Gazette

ÉVÉNEMENT

Aides sociales La quadrature du cercle pour les départements

Avec des dépenses en constante hausse alors que les financements diminuent, les départements ont de plus en plus de mal à remplir leurs missions sociales. Face à leurs obligations légales et aux besoins des plus précaires, impossible cependant de les ignorer.

Impossible de verser le RSA en décembre. L'alerte a été lancée par deux départements, le Nord et la Seine-Saint-Denis, qui se disent incapables de servir les allocations du revenu de solidarité active pour le mois de décembre. « Sur le plan budgétaire, 10 départements ne franchiront pas la fin de l'année, 30 ne dépasseront pas 2016 et entre 60 et 70 n'iront pas au-delà de 2017 », a assuré Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France (ADF), à quelques jours du congrès de l'association qui se tiendra du 14 au 16 octobre à Troyes dans l'Aube. Le coût des allocations individuelles de solidarité (AIS) – le RSA, mais aussi l'allocation personnalisée d'autonomie et la prestation de compensation du handicap – explose. Entre 2005 et 2014, il a augmenté de 50% (voir l'infographie).

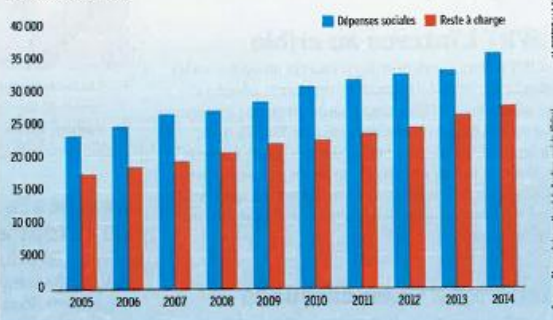
Le facultatif raboté

« Les départements ne sont pas dans la même situation que les mairies ou les intercommunalités, explique Stéphane Troussel, président [PS] du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis. Nos difficultés sont moins dues à la baisse des dotations ou à celle de la dotation globale de fonctionnement qu'au manque de compensation par l'Etat des aides sociales. » En dix ans, la hausse du reste à charge pour les conseils départementaux a atteint 56%. Augmentation des dépenses et recette en baisse, l'effet de ciseaux est catastrophique pour les départements, toutefois, ceux-ci n'ont pas le choix, ils doivent légalement verser

Groupe de travail

Initié en mars dernier, à la veille des élections départementales, le groupe de travail bilatéral associant les services du Premier ministre et les équipes de l'ADF sur le financement des trois allocations individuelles de solidarité a été réactivé fin juillet. Si un accord est trouvé, les mesures doivent être présentées durant le congrès de l'ADF.

Explosion des dépenses sociales des départements
(en millions d'euros)



les allocations aux bénéficiaires qui y ont droit, selon des critères définis par l'Etat. A moins de se mettre en déséquilibre budgétaire, ce qui leur est interdit, ils devront sacrifier d'autres actions, notamment les politiques sociales non obligatoires.

« Les actions de lutte contre la précarité seront recentrées sur les allocations », au risque de « n'être plus qu'un guichet » ouvert aux bénéficiaires qui n'obtiendraient qu'une aide financière sans plus aucun à-côté, indique Olivier Lebrun, vice-président du conseil départemental des Yvelines, délégué à la famille. Le budget destiné aux dotations des crèches, de 12 millions d'euros en 2015, pourrait ainsi être supprimé afin de combler une partie des besoins de financement des AIS en 2016, soit environ 45 millions d'euros.

Stéphane Troussel, lui, parle d'une situation où l'on marche sur la tête. Nous avons le plus de besoins et nous devons rogner le plus sur les actions. En Seine-Saint-Denis, si les investissements dans les collèges et les transports ont été maintenus, toutes les autres dépenses ont été réduites à leur minimum. Par exemple, des politiques de prévention sanitaire sont suspendues depuis déjà plusieurs années.

Le socialiste Stéphane Troussel croit néanmoins que la situation sera prise en compte par le gouvernement. « L'accord de Matignon a permis de compenser l'explosion du nombre d'allocataires du RSA en 2014 et, partiellement, en 2015. Je n'imagine pas que le gouvernement qui s'est engagé à ce que cet accord ne soit qu'une étape ne tienne pas sa parole. » Selon lui, les

discussions sur la recentralisation du RSA par l'Etat avancent et doivent être sérieusement entamées lors du congrès de l'ADF. Si la situation se prolongeait malgré les promesses? «Je ne l'envisage pas pour le moment», assure-t-il.

Le bénévolat en remplacement?

Dans les départements de droite, l'espoir est plus nuancé. Et des mesures sont annoncées. Jean-René Lecerf, nouveau président (LR) du Nord, a ainsi demandé aux entreprises locales de faire remonter les offres d'emplois pour proposer des postes aux allocataires du RSA. En outre, il veut développer le placement familial des enfants au détriment du placement collectif, deux fois et demie plus cher (*). Certains nouveaux présidents de conseil départemental ont, eux, voté un renforcement des contrôles pour traquer les fraudeurs aux allocations. Mais avec une action souvent limitée, puisque les vérifications sont effectuées par les caisses d'allocations familiales. Pour le département de Saône-et-Loire, 60 contrôles pourront donc être demandés, contre 30 actuellement... L'Oise et l'Eure vont plus loin, ils ont installé une cellule antifraude constituée d'agents qui réalisent des contrôles ciblés et rédigent des contraventions.

Dans le Bas-Rhin et les Yvelines, c'est par le recours aux bénévoles que les élus espèrent poursuivre leurs politiques sociales non obligatoires. «Il y aura une décroissance des moyens publics», prévient Frédéric Bierry, pour qui les citoyens doivent s'engager au quotidien (lire ci-contre). «Une fois que les marges de manœuvre auront été réduites, nous ne les retrouverons pas», appuie Olivier Lebrun, dans les Yvelines. Le bénévolat a ses vertus mais aussi ses limites. Les associations sont extrêmement sollicitées pour remplir des missions que nous ne pouvons accomplir. Elles sont ainsi devenues de vraies institutions avec des dizaines, voire des centaines, de salariés qui ne peuvent être remplacés par des bénévoles.» La coordination ne peut se faire autrement que par des permanents.

Isabelle Raynaud

(*) Lire «La Gazette» du 7 septembre 2015, p.18.



ENTRETIEN

FRÉDÉRIC BIERRY, président (LR) du conseil départemental du Bas-Rhin et président de la commission «solidarités et affaires sociales» de l'Assemblée des départements de France

«Nous allons devoir abandonner ce qui n'est pas obligatoire et cela sera dramatique pour la société»

Comment les départements affrontent-ils la baisse constante des moyens financiers?

Aujourd'hui, l'Etat fait des cadeaux avec l'argent des autres, ce qui me fâche fortement. Lorsqu'il décide d'augmenter le RSA de 2%, c'est très généreux: je comprends que vivre avec 500 euros par mois est très difficile. Mais, concrètement, pour mon département, cela représente 4 millions d'euros supplémentaires. L'Etat nous a délégué la compétence, en revanche, il ne nous donne pas les moyens de l'assurer. Auparavant, nous disposions d'un financement de plus de 60% des dépenses sociales, à présent, il n'en couvre plus que 40%.

Comment y remédier?

Faire face à cet enjeu dans ces conditions relève de l'impossible. Des pans entiers de politiques volontaristes vont être sacrifiés, y compris dans le social, parce que l'on ne sera plus en mesure de les financer. Nous allons devoir abandonner ce qui ne sera pas obligatoire et cela sera dramatique pour la société.

Peut-on, malgré tout, mettre en place des politiques sociales sur le long terme?

Dans le Bas-Rhin, nous cherchons à instaurer des politiques qui visent à tirer les personnes vers le haut, tout en les responsabilisant.

Si l'on met en place les conditions pour les aider, il leur faut saisir la main que nous leur tendons. Dans le cadre du RSA, un contrat d'engagement contient des droits mais aussi des obligations. Je n'ai pas d'état d'âme envers les personnes qui ne jouent pas le jeu. Certaines travaillent au noir, d'autres font de fausses déclarations... Notre vigilance a permis de récupérer 3 millions d'euros qui ont été réaffectés à l'aide à l'insertion.

Ces 3 millions d'euros semblent insuffisants pour mener les politiques départementales...

L'argent public va être de plus en plus rare. Nous allons donc devoir trouver des solutions intelligentes en tirant parti de tous les potentiels. Nous avons la chance de disposer d'un tissu de bénévoles impliqués dans toutes les thématiques, cependant, cela ne suffit pas. Récemment, je me suis un peu «engueulé» dans un marché avec l'un de mes concitoyens qui disait: «Les élus, tous pourris!» Je lui ai rétorqué: «Mais que faites-vous, de votre côté, pour la société?» «Je ne fais rien, je paie mes impôts.» C'est insuffisant, ce n'est plus seulement avec de l'argent que l'on fera avancer la société, c'est l'implication humaine qui sera importante. Nous avons besoin d'une démocratie d'implication des concitoyens.

Région / Régionales

« Je veux tout chambouler à la Région Ile-de-France » - Les Echos

INTERVIEW // VALÉRIE PÉCRESSE Députée Les Républicains des Yvelines

« Je veux tout chambouler à la région Ile-de-France »

La candidate Les Républicains aux élections régionales en Ile-de-France présente ce lundi aux milieux d'affaires le projet économique de sa liste d'union.

Propos recueillis par
Dominique Maléot
d.maleot@lesechos.fr
et Gabriel Nedellec
g.nedellec@lesechos.fr

Quel diagnostic posez-vous sur l'économie de l'Ile-de-France ? Londres, Berlin, Barcelone ou Munich ont une dynamique très forte et nous, qui avons des atouts incomparables avec une des plus belles capitales au monde, une concentration unique en Europe de recherche et d'innovation avec Sacay et Paris, une grande qualité de vie, nous avons un chômage qui augmente plus vite que dans d'autres régions. C'est juste à côté de la région la plus dynamique de France, mais elle est en porte de visée. Aujourd'hui, le président de la région ne se conduit pas en entrepreneur mais en rentier. Il récolte l'argent des impôts puis le distribue en faisant des chèques. Je veux faire de la politique différenciée : être un président entrepreneur dans une région qui sera pro-business. Autrement dit, créer de la richesse et de l'emploi en entrant dans un cercle vertueux d'attractivité. En un mot, un président qui va chercher de l'argent partout ailleurs que dans la poche du contribuable et des entreprises.

Quelles seraient vos trois premières mesures ? La première, je veux m'entourer d'un conseil de chefs d'entreprises de toutes tailles, françaises et étrangères, implantées en Ile-de-France, comme le font les maires de Londres et de Shanghai. Il m'aidera à orienter la politique économique et de formation de la région vers les secteurs d'avenir créateurs d'emplois et à construire un environnement plus favorable à la création d'entreprises. Deuxième mesure, dès janvier, je

veux organiser une grande conférence avec les entreprises, les syndicats, les chercheurs et les banquiers sur la croissance, l'emploi, les conditions de vie au travail et la formation. Notre problème, en Ile-de-France, est que nous avons des fonds qui ne se rencontrent pas et que la région n'a pas de prise. Il faut que nous choisissons les filières dans lesquelles nous voulons être les premiers au monde. J'en ai identifié un certain nombre : le luxe, les industries culturelles, l'aéronautique, le numérique, les véhicules du futur, les biotechnologies, la ville du futur, les services financiers, l'assurance. Dans tous ces domaines, nous pouvons être demain la première place européenne. Enfin, je veux, et c'est ma troisième mesure, tout chambouler à la région Ile-de-France. Il faut en refaire une collectivité d'investissement. En 1968, quand la droite a perdu la région, deux tiers de son budget étaient consacrés à l'investissement et un tiers aux subventions et au fonctionnement. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Or l'investissement, c'est ce qui va changer le visage de la région. Ce sont les transports, le logement, le développement économique, la recherche, l'université, les lycées. Nous devons engager la révolution des transports, qui ont aujourd'hui le point faible de l'attractivité et de la qualité de vie dans notre région.

Et le tourisme ? Le tourisme en fait aussi partie. Actuellement, il concerne essentiellement Paris, Disneyland et Versailles. Personne n'a jamais pris le touriste par la main pour le faire sortir de Paris. Si les touristes dépensent autant dans notre région que ce qu'ils dépensent ailleurs, cela ferait un milliard d'euros de plus pour l'économie française chaque année. Il y a là une mine d'emplois. Cela suppose de

lever certains blocages sur le travail du dimanche ou l'absence de liaison ferroviaire directe entre Paris et l'aéroport de Roissy.

Comment financez-vous cela ? Nous ferons des économies et nous chercherons les crédits européens. Je commencerai par démanteler le siège de la région en banlieue. Nous

« Le président de la région ne se conduit pas en entrepreneur mais en rentier. »

« Je veux être un président entrepreneur dans une région pro-business. »

ferons ainsi 25 millions d'euros d'économies. Je suis en train de finaliser un grand plan de lutte contre le gaspillage et de bonne gestion de la région, qui se chiffrent en centaines de millions d'euros que je redéploierai sur les transports et la formation, qui est la clé de l'emploi. Je me concentrerai sur ces deux priorités plutôt que de saupoudrer les crédits.

Pouvez-vous vraiment compter sur les crédits européens ? Oui, je veux en finir avec ce scandale. En juin dernier, Bruxelles a annulé 50 millions d'euros de crédits européens prévus pour

l'emploi en Ile-de-France sur les 107 millions qui lui étaient destinés. La région n'avait pas déposé suffisamment de projets ! Il y a aussi les fonds structurels, qui permettent de payer des parkings gratuits dans les gares, les fonds de recherche Horizon 2020, où la France a un taux de retour de 12 % alors qu'elle en finance 16,4 %. Il y a aussi les milliards d'euros du plan d'investissements d'avenir européen, le plan Juncker. Ses promoteurs ont dit être intéressés par Sacay, mais aussi le Cancer Campus de Villejuif, un territoire des industries culturelles en Seine-Saint-Denis, le projet du Grand Roissy, mais n'ont vu personne de la région. Je veux passer d'une région gâchée à une région projet. Vous soutenez donc le projet économique du Grand Paris ? Je suis pour une région du très Grand Paris. Il faut des projets qui permettent d'identifier des territoires et de les rendre visibles au niveau mondial. Ce sont la Vallée



Valérie Pécresse veut concentrer les crédits sur les transports et la formation, clé de l'emploi. Photo Kenzo Tribouillard/AFIP

des biotechs en Essonne et dans le Val-de-Marne, Sacay sur les systèmes, les nanotechnologies et l'énergie, Marne-la-Vallée sur la ville durable, la Seine-Saint-Denis sur les industries culturelles et sur le luxe, la vallée de la Seine sur l'aéronautique et les mobilités du futur. Sans oublier Paris, qui est l'incubateur des start-up numériques, la ville du digital, ou la Défense, qui peut retrouver une seconde jeunesse, dans l'assurance et les services financiers avec l'isolement de la place londonienne. Cela passe aussi par la construction du réseau de transports du Grand Paris, qu'on ne peut pas opposer à l'amélioration des lignes existantes.

Le texte intégral sur lesechos.fr

Le Lièvre et la Tortue

ANALYSE
D. M.

Arrivée en tête au premier tour des régionales en 2010 avec 27,76 % des suffrages devant Jean-Paul Huchon (25,26 % des voix), Valérie Pécresse avait été nettement battue au second tour par celui-ci (56,69 % contre 43,31 %). Le président socialiste d'Ile-de-France avait réussi à rassembler les suffrages sur son nom. Cefin connaisseur du tissu électoral de l'Ile-de-France n'avait pas été surpris de la défaite de la gauche aux municipales 2014. Des arrangements de parti, ignorant les particularités locales, avaient amplifiées, jusqu'à l'au lendemain du scrutin. Pour autant, il n'a pas mesuré l'ampleur du mouvement qui l'a contraint à renoncer, début mai, à une nouvelle candidature, au profit de Claude Bartolone, le président de l'Assemblée nationale. « J'aurais dû me méfier en voyant que je n'avais pas laissé monter la candidature de Marie-Pierre de La Goutière à la primaire », confessa-t-il des mois plus tard.

Claude Bartolone n'a guère attendu pour se parer des attributs du président sortant, en se posant en « rassembleur », qualité reconnue à Jean-Paul Huchon. Avec la difficulté d'avoir à défendre le bilan d'un président que l'écueil a

cru bon de devoir remplacer. Sur cette voie étroite, il multiplie les sorties sur le terrain, teste des idées mais reste discret sur son programme et ses alliances avec des partis eux-mêmes en pleine recomposition.

En face, Valérie Pécresse a tiré les leçons de 2010. « Je n'aurais jamais dû me présenter en restant ministre », analyse-t-elle aujourd'hui. Elle a lancé sa campagne dès le 11 avril, fait l'union de son parti, puis de sa famille politique, dévoilée chaque chapitre de son programme dès qu'il est au point. Surtout, elle a changé de logiciel. Si on retrouve dans son programme des idées de 2010, elle travaille comme un chef d'entreprise sur un « benchmark » mondial et non plus en simple politique. Au lieu de comparer la région parisienne au reste de la France, elle se place dans une perspective plus vaste. C'est sans doute ce qui explique son adhésion au projet du Grand Paris, à ses pôles de développement économique et à des idées défendues par Laurent Fabius sur le tourisme ou Emmanuel Macron sur l'entreprise.

On verra le 13 décembre au soir si Claude Bartolone, qui avoue la laisser partir devant pour mener une campagne courte, a fait mentir la fable du Lièvre et de la Tortue. Il est actuellement au coude-à-coude dans les sondages, Valérie Pécresse jouissant d'une très légère avance. ■

emirates.fr

Maîtrisez l'art de vous détendre

Installez-vous confortablement et détendez-vous en musique. Appréciez la tranquillité de votre Suite Privée et savourez chacun des plaisirs de la Première Classe Emirates.

Hello Tomorrow Emirates

*Besjour Dénat

Espace Douche** • Bar Lounge**

Plus de 140 destinations à travers le monde. **Services disponibles pour les passagers de Classe Affaires et/ou Première Classe de l'A380 Emirates. Pour plus d'informations, contactez Emirates au 01 57 32 49 99 (coût d'un appel local) ou rendez-vous sur emirates.fr.

« Grand Paris : une nébuleuse pour les citoyens mais des attentes fortes » - 94 Citoyens

Perplexe devant les larges panneaux invitant à « voter pour le T12 » à Valenton, un passant s'interroge, se demandant s'il s'agit d'un projet immobilier avec de très grands appartements. D'autres imaginent un tramway. Mauvaise pioche, le T12, c'est le douzième territoire de la future métropole du Grand Paris (MGP). Pour la majorité des citoyens, même ceux qui s'intéressent à la vie locale, la future métropole de Paris reste un concept flou. En témoignent les passants interviewés au fil des rues du département. Chacun y va de ses présupposés, d'une « grande fusion prévue pour 2050 » à la « suppression des départements »... Pour les plus nombreux, il s'agit du Grand Paris Express, ces nouvelles lignes destinées à ouvrir le métro en dehors de Paris intramuros et relier entre elles les villes de banlieue.

Transports

De fait, l'amélioration des transports arrive en tête des attentes formulées. « J'attends la ligne 15 avec impatience parce que, tous les jours, venir de Créteil pour aller travailler à Orly, c'est une galère ! indique une Cristolienne. « Je travaille à Valenton depuis 5 ans et me déplace souvent en banlieue pour voir la famille, de Créteil à Orly jusqu'à Sevran (Seine-Saint-Denis), mais sans permis, c'est compliqué, témoigne Bintou, la trentaine. « Aujourd'hui, aller à Paris me coûte et je réfléchis deux fois avant d'aller voir une exposition, j'ai la sensation que nous sommes des bestiaux dans les transports », ajoute Danièle, artiste à la retraite, à Chennevières. « Il faudrait aussi développer les pistes cyclables car il est difficile d'aller au-delà du Kremlin-Bicêtre en vélo », réclame de son côté Léo, la vingtaine, à L'Haÿ-les-Roses.

Emploi

L'amélioration de l'emploi aussi, figure parmi les attentes fortes. « Si le projet de la métropole peut apporter un plus pour travailler, je dirai oui », insiste Catherine, fonctionnaire à Orly. « Il est temps de s'ouvrir aux petites villes de banlieue injustement méconnues, le plateau de Saclay concentre beaucoup d'activités, on a l'école polytechnique et des entreprises dont on ne parle pas alors qu'elles le méritent. Paris ne doit pas être le seul lieu de convergence vers l'emploi », plaide Jihane, étudiante à Morangis (Essonne), croisée à Orly. « Le Grand Paris devrait pouvoir créer plus d'emplois mais le coût de la vie va augmenter, c'est sûr », craint un hôtelier de L'Haÿ-les-Roses. « Le rapprochement avec la capitale nous donnera plus de moyens pour nos quartiers abandonnés », espère Alistair, lycéen de Vitry-sur-Seine.

Identité commune et découloissement

Au-delà du concret, c'est aussi la perception d'une métropole d'un seul tenant qui intéresse ou inquiète. « Que l'on m'assimile à une Parisienne ne me pose aucun problème d'identité », se réjouit presque Françoise, retraitée de Vitry-sur-Seine avant d'ajouter : tant que les impôts fonciers n'augmentent pas pour autant ! » « Le Grand Paris c'est synonyme d'extension et de connexion. Les jeunes ne vont pas à Paris alors que c'est à 20 minutes en RER. Mais ce sont deux mondes différents », constate en revanche Stéphane, enseignant à Villeneuve-Saint-Georges, qui espère un

décloisonnement. Certains ont franchi le pas. « Bien que j'habite à Alfortville, je me considère culturellement parisien, je ne pense pas connaître si bien ma ville », reconnaît un habitant. « Je suis juste à côté de Champigny et Créteil mais c'est l'inconnu pour moi. Je prends le RER A pour aller à Paris, et j'y ai mes cours et mes activités », note encore Florian, étudiant de Saint-Maur. « Moi je vis très bien ma banlieue, ma famille est proche, à Champigny, mes lieux d'activités sont à Créteil et Saint-Maur où je pratique la danse country et la peinture », se satisfait au contraire Danièle de Chennevières. Cécile, enseignante de Fontenay-sous-Bois, veut préserver l'identité de chaque ville : « Quand on fait vivre une ville, il y a une appartenance, des identités de villes que l'on ne peut pas balayer », s'inquiète-t-elle. Pourquoi seulement fondre la banlieue dans Paris ? Les banlieusards aimeraient aussi voir les Parisiens franchir le périph'. « J'espère que les gens pourront sortir de Paris, que nous pourrions faire connaître un peu plus les banlieues et leurs qualités », plaide Florian. « Ce sera l'occasion de montrer les activités de la banlieue ainsi que de toute l'Île-de-France, se projette aussi Onur, jeune producteur à Alfortville. Enfin, honnêtement, je pense qu'il s'agit surtout d'embourgeoiser pour repousser les pauvres toujours plus loin à la périphérie », ajoute-t-il immédiatement.

Quelle efficacité ?

En quoi la métropole du Grand Paris va-t-elle améliorer l'efficacité de l'organisation ? Là-dessus, les gens demandent à voir, un peu circonspects. « Les communautés d'agglomération étaient l'embryon de la métropole. En soi, que va-t-elle nous apporter ? A quoi sert l'association des communes ? Pour mutualiser quoi ? J'ai du mal à conceptualiser », résume Monique, retraitée de l'Haÿ-les-Roses. « Quelle sera la gestion des villes ? Quel pouvoir auront les municipalités ? Je crains un lissage du territoire, on va perdre en proximité. Va-t-on supprimer les services publics ? », s'interroge une habitante de Fontenay-sous-Bois. « La métropole est un très beau projet à la base mais c'est aussi le rajout d'une couche administrative. On promet la décentralisation mais en réalité, on a affaire à une nouvelle re-centralisation du pouvoir autour de Paris, sans prendre en compte les autres territoires. Il n'existe pas à mon sens de contre-balancement pour les banlieues éloignées, c'est juste bien pour la petite couronne. En tant qu'ancienne francilienne, puisque j'ai grandi à Noisiel (Seine-et-Marne), je dis qu'il faut arrêter de tout centraliser. Le projet du Grand Paris est directement en lien avec l'Etat, les communes ne décident pas. Je redoute un énième découpage territorial. La banlieue mérite mieux ! », ajoute Léa, partie habiter à Paris. « Il est sûr que tout changement entraîne des peurs. Mais la question est : pourquoi veut-on une gouvernance plus globalisée ? Est-ce pour perturber ou faciliter ? Les gens peuvent être réfractaires s'ils n'ont pas connaissance des intérêts locaux. C'est le problème aujourd'hui, les politiques savent mais pas les citoyens, aucun débat n'est organisé. J'ai le sentiment qu'il faut qu'on soit maintenu dans l'ignorance. Ce que j'attends de la métropole du Grand Paris est peut-être utopique mais j'ose croire possible le vivre-ensemble, le bien-être, la possibilité de faire plus de rencontres, de dire aux gens qu'ils ne sont pas que des consommateurs et qu'ils peuvent agir sans rester dans l'indifférence et l'ignorance, de marcher de banlieue en banlieue avec une certaine quiétude. Mais nous ne voulons pas d'un énième millefeuille à la Française », développe Onur d'Alfortville.

Avec qui se marier ?

Si les élus sont loin d'être d'accord entre eux sur le découpage des territoires, les habitants ont aussi chacune leur idée, souvent en fonction de ses affects personnels. « Moi j'associerais Saint-Maur à Champigny ou Créteil pour développer l'entraide avec les voisins », propose Florian à Saint-Marcel. A Alfortville, un habitant veut convoler avec Maisons-Alfort « plus grande et riche en infrastructures » et aussi Charenton-le-Pont et Vitry-sur-Seine. « Le Port-à-l'Anglais fait la jonction avec Vitry au Sud-Ouest de la ville, le pont d'Ivry au Nord-Ouest en face de Chinagora et le pont de Charenton au Nord donnent facilement accès à ces dernières, alors autant gouverner ensemble », défend-il. A Orly, Yann, étudiant, se marierait bien avec Vitry, « une ville qui bouge beaucoup », et Thiais « pour la mixité sociale et éviter l'embourgeoisement. » Florence, étudiante, de Champigny, choisit Nogent, facilement accessible par l'A4. Et à Paris, Zoé voudrait s'associer à Vincennes et Yerres (Essonne), « bien que les villes soient très éloignées l'une de l'autre, car ce-sont les seules qui mélangent campagne et ville. » Franck, la cinquantaine, chauffeur et habitant de Boissy-Saint-Léger, mise sur Créteil : « Je ne souhaiterais pas que la ville de Boissy et sa banlieue soient rattachées à Paris, ce n'est pas dans notre intérêt, tout est mieux dans nos petites communes, les stationnements gratuits, les espaces verts ouverts le soir. Je penserais évidemment à Créteil s'il fallait s'associer, parce que c'est une ville forte. Le problème est que les gens n'y sont pas bien dans leur peau », présume-t-il. A Fontenay, Cécile veut des synergies politique : « Il faudrait que Fontenay puisse être intégré par exemple avec Champigny dans le même territoire, qui est la mairie communiste la plus proche, afin de partager des valeurs communes, le tissu associatif, le partage, la mixité sociale... » A l'Haÿ-les-Roses, Monique, retraitée, hésite entre Orly et Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine), « facilement accessibles en transport. Mais nous n'avons rien en commun en revanche avec Cachan et Chevilly-Larue », estime-t-elle. Autant de citoyens, autant d'avis...

Politique nationale

« De droite comme de gauche, les critiques fusent contre la nouvelle loi sur l'organisation territoriale » - Le Figaro

À peine adoptée, la loi NOTRe du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, fait déjà polémique. Car si la loi confère aux régions une compétence exclusive en matière de développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique, ou encore en matière d'aménagement du territoire, de transports (y compris scolaires) ou de gestion des collèges, elle ne leur transfère aucune compétence dans le domaine de l'emploi. «Ce n'est pas une loi de décentralisation», déplorent Alain Rousset, le président PS de l'Association des régions de France (ARF), et Philippe Bas, le président (LR) de la commission des lois du Sénat.

Députée des Yvelines, Valérie Pécresse, la tête de liste de la droite et du centre en Île-de-France, avait d'ailleurs déposé, avec Alain Rousset, des amendements à la loi NOTRe à l'Assemblée nationale afin que les futures grandes régions aient compétence sur Pôle emploi, ce qui leur a été refusé par le gouvernement.

L'État a préféré conserver la compétence exclusive dans ce domaine. «Nous sommes très demandeurs de compétence sur Pôle emploi, car si on veut avoir des résultats, il faut nous donner tous les leviers», explique Pécresse. «Le service public de l'emploi est très émietté et n'a pas de pilotage. Il fonctionne mal, mais la bataille n'est pas totalement perdue», ajoute Alain Rousset.

Des conseils départementaux exsangues



Le président socialiste sortant de la région Aquitaine, désormais fusionnée avec le Limousin et Poitou-Charentes, a mis en place une plateforme numérique de l'emploi et a élaboré un plan «Usines du futur» pour aider plus d'une centaine d'entreprises à améliorer leurs outils de production. «Demain, l'emploi se gagnera dans les PME, les entreprises de taille intermédiaire et les start-up», insiste Rousset.

Au regard de l'emploi, la loi NOTRe est «une loi de complexification maximum dans laquelle rien n'est clair sur qui fait quoi», dénonce Valérie Pécresse. «La réforme a été mal pensée. Car ces grandes régions sont artificielles. Construites de toutes pièces, elles ne correspondent pas à une identité régionale. Ce sont des colosses au pied d'argile», analyse Philippe Bas. Le sénateur LR de la Manche prévient que lors de l'examen du projet de budget 2016, la Haute Assemblée sera «très vigilante» sur les éventuels transferts de moyens des départements vers les régions. «Il ne faut pas déshabiller Pierre pour habiller Paul», met en garde Philippe Bas.

Très départementaliste, le Sénat s'est battu avec succès pour sauver les départements, que le gouvernement voulait dans un premier temps supprimer. Mais les finances des conseils départementaux sont exsangues, en raison de la montée en puissance du RSA (revenu de solidarité active), dont le nombre de bénéficiaires augmente de 5 % par an, dans un contexte de baisse généralisée des dotations aux collectivités locales. La bataille sur le pouvoir des collectivités territoriales se poursuivra dans la discussion budgétaire.

« Collège : la nouvelle guerre des tranchées » - Les Echos

Collège : la nouvelle guerre de tranchées

ÉDUCATION

8.000 personnes, selon la police, ont manifesté contre la réforme du collège.

Marie-Christine Corbier
mccorbier@lesechos.fr

Que changera la rencontre, annoncée pour les prochains jours, entre Najat Vallaud-Belkacem et les syndicats contestant la réforme du collège ? « Si la ministre s'obstine, la réforme risque de s'étioler et de perdre de sa substance », a prévenu samedi Frédérique Rolet, cosécétaire générale du SNES-FSU, le principal syndicat des enseignants du secondaire. Une intersyndicale réunissant quatorze organisations – dont le SNES, le SNALC, FO et CGT Educ'action – avait appelé samedi à une manifestation à Paris pour réclamer « l'abrogation de la réforme ». Ses partisans se targuent d'avoir comptabilisé 80 % des voix des enseignants aux dernières élections professionnelles – avec un taux de participation inférieur à 42 % cependant.

Cette réforme prévoit notamment que les collégiens bénéficient, dès septembre 2016, d'enseignements pratiques interdisciplinaires et que les établissements soient autonomes dans l'élaboration de 20 % de leurs enseignements. Le gouvernement espère ainsi éviter que le collège ne soit le lieu où « se concentrent les inégalités », comme l'expliquait François Hollande en 2012.

La manifestation, quatrième acte d'une action de protestation marquée précédemment par trois jours de grève en mai, juin et septembre, a réuni 8.000 personnes, selon la police. Elle a aussi donné lieu, sur Twitter, à des échanges dont

la violence en dit long sur le guépier dans lequel se trouve le gouvernement, mais, aussi, le SNES. Ce dernier « se tire une balle dans le pied », a ainsi écrit Christian Chevalier, le secrétaire général du SE-UNSA – l'un des deux syndicats qui soutiennent la réforme –, au motif que la manifestation a reçu le soutien du FN. Poursuivant ainsi : « Comment le gouvernement peut-il faire cadeau au FN d'un retour en arrière ? » « Infamie », « honte à votre syndicat », a répliqué le camp adverse.

Dialogue de sourds

Chacun reste sur ses positions, dans ce qui ressemble à un dialogue de sourds. « On n'élèvera rien », assurait samedi le SNES qui n'a pas digéré la publication du décret d'application de la réforme dans la foulée de la grève du mois de mai. En septembre, le Premier ministre a demandé à la secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison, de trouver une « porte de sortie ». Cette voie paraît de plus en plus étroite. « La réforme s'appliquera », a toujours répété Najat Vallaud-Belkacem. En réponse à la manifestation, elle a d'ailleurs tweeté un reportage de France 3 dans le Lot, montrant un collège où la réforme a été anticipée. Ce qui n'a fait qu'attiser les critiques des opposants.

Il est peu probable que le gouvernement recule, François Hollande et Manuel Valls ayant largement soutenu la réforme. Et le SNES, qui a perdu des voix aux dernières élections professionnelles, ne battra pas en retraite. Il est d'ailleurs monté d'un cran dans la contestation en appelant à « boycotter les formations sur la réforme ». Or, ses partisans expliquent que, sans formation anticipée dès maintenant, la mise en place de la réforme en septembre sera compromise. ■

« Climat : les 100 milliards prévus pour 2020 en bonne voie » - Les Echos

Climat : les 100 milliards promis pour 2020 en bonne voie

FINANCEMENT

A Lima, le G20 Finances a permis de mobiliser de nouvelles ressources de financement contre le réchauffement climatique.

Richard Hiault
rhiault@lesechos.fr

« Sur la base des évaluations de l'OCDE et des engagements annoncés à Lima, notamment par les banques de développement, les 100 milliards de dollars annuels promis par les pays du Nord vers les pays du Sud en 2020 doivent désormais pouvoir être atteints. »

Présent exceptionnellement à une réunion des ministres des Finances du G20, à Lima, vendredi, Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères, a montré son optimisme quant à un accord à la COP21 de Paris. La barre des 100 milliards de dollars annuels de financements climatiques promis en 2009, à Copenhague, serait accessible. « Si les efforts nouveaux nécessaires des pays, des banques multilatérales et du secteur privé sont confirmés, cela constituera un atout essentiel pour le succès de la COP21 », a-t-il indiqué.

Lors de ce rendez-vous, très attendu en marge des assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Lima (Pérou),

« Si les efforts nouveaux nécessaires des pays, des banques multilatérales et du secteur privé sont confirmés, cela constituera un atout essentiel pour le succès de la COP21. »

LAURENT FABIOUS
Ministre des Affaires étrangères

les différentes banques de développement ont promis environ 15 milliards de dollars supplémentaires. « Nous attendions beaucoup des banques multilatérales [...] et elles ont été au rendez-vous », s'est félicité Michel Sapin, à l'issue de la réunion à laquelle 73 ministres des Finances et responsables d'institutions multilatérales ont participé.

La Banque mondiale a ainsi annoncé qu'elle allait accroître ses financements climat potentiellement à hauteur de 29 milliards de dollars par an. A ce jour, 21 % des financements de la Banque sont liés à la problématique climat. « Ce pourcentage pourrait grimper à 28 % en 2020 compte tenu des demandes de nos clients », a déclaré le président de l'institution, Jim Yong Kim. Si les niveaux de financement actuels sont maintenus, indique la Banque mondiale, cela aboutirait à un accroissement de 16 milliards de dollars en 2020. Une augmentation qui pourrait se compléter de 13 milliards de dollars grâce aux cofinancements de projets avec effet de levier.

Prévisions sous-estimées
La Banque asiatique de développement a promis que les financements climatiques passeraient à 30 % en 2020. Ils vont doubler pour la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque africaine de développement, passant de 20 % à 40 %. Quant à ceux de la Banque européenne d'investissement, ils s'élèveront à 35 % du total, contre 25 % actuellement.

Les promesses des banques de développement viendront s'ajouter aux 61,8 milliards de dollars déjà engrangés à fin 2014, comme l'a révélé l'OCDE dans un rapport publié mercredi (« Les Echos » du 7 octobre). Un chiffre qui ne tient pas compte toutefois des promesses de différents pays en 2015, comme la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni. De même, les experts de l'OCDE avaient reconnu que les financements privés avaient sans doute été sous-estimés.

Dans ces conditions, la barre des 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 est bien en vue. De bon augure à quelques semaines de l'ouverture de la COP21. ■

« Electricité : le solaire photovoltaïque devient compétitif en France » - Les Echos

Electricité : le solaire photovoltaïque devient compétitif en France

- De nombreux projets prévoient de vendre de l'électricité solaire à 70 euros par mégawattheure.
- Un prix inférieur à celui de l'éolien terrestre.

ÉNERGIE

Anne Feitz
afeitz@lesechos.fr

Cet été, en plein cœur du mois d'août, François Hollande a fait un joli cadeau aux professionnels du solaire. Le président a annoncé le doublement de l'appel d'offres public en cours pour la construction de centrales photovoltaïques en France, de 400 à 800 mégawatts (MW). Cette bonne surprise n'est pas due à un subit élan de générosité, mais au prix auquel les professionnels proposent de vendre leur électricité. Celui-ci n'a jamais été aussi bas : pour les grandes centrales au sol, il s'élève en moyenne à 87 euros le mégawattheure (MWh), un niveau équivalent à celui de l'éolien terrestre (85 euros). « Et de nombreux projets proposent un tarif plus proche de 70 euros », affirme Arnaud Mine, président de la branche solaire du SER (Syndicat des énergies renouvelables). A ce prix, on peut dire que le solaire est compétitif !

Une véritable révolution. Ce tarif reste certes supérieur au coût de l'électricité produite par les centrales nucléaires existantes (Arenh), le prix auquel EDF vend son électricité nucléaire à ses concurrents, s'élève à 42 euros/MWh ou au prix de l'électricité sur le marché (autour de 38 euros). Mais les subventions nécessaires au solaire se réduisent de façon spectaculaire. « L'appel d'offres de mars 2012 affichait un prix moyen proposé de 185 euros le mégawattheure », rappelle Antoine Cahuzac, directeur général d'EDF

Energies Nouvelles. A 70 euros, l'électricité devient moins chère que celle des nouvelles centrales, notamment nucléaires (EDF a obtenu un tarif garanti de 109 euros pour l'EPR de Hinkley Point). En outre, ce tarif restera constant sur vingt ans, alors que le prix de vente de l'électricité est, lui, appelé à augmenter sensiblement sur la période.

La chute des coûts de l'électricité photovoltaïque est largement liée à celle du coût des panneaux solaires, qui a plongé de 80 % depuis 2008, grâce notamment aux panneaux chinois à bas coût. En Europe, cette chute est toutefois limitée depuis que Bruxelles a imposé, en 2013, un prix de vente minimum aux Chinois : une mesure antidumping qui a pu donner de l'air aux fabricants européens (en France, Photowatt, Silla, Voltac, etc.) mais fait peser certains développeurs. « Sans ce plancher, nous pourrions gagner encore 10 euros ! » affirme Xavier Barbaro, directeur général de Neoen, qui s'apprête à inaugurer à Cestas, près de Bordeaux, la plus grande centrale solaire d'Europe.

La fin des subventions ? Les développeurs ont aussi bénéficié d'économies sur les autres composants des centrales, qui représentent plus de la moitié du coût total : le système électrique, l'installation, etc. A Cestas, où l'électricité sera vendue à 105 euros/MWh, Neoen a optimisé l'espace au sol. « Le design a été conçu pour que la centrale soit très dense », explique Xavier Barbaro. L'innovation, l'intelligence introduite dans les centrales, a aussi contribué à faire chuter les coûts.

87

EUROS PAR MÉGAWATTHEURE

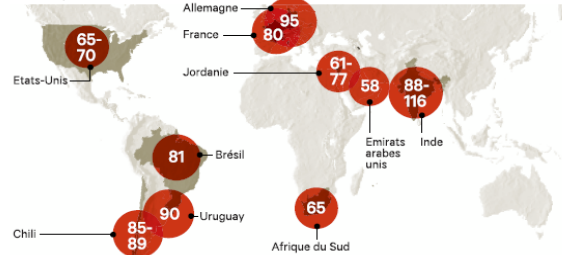
C'est le prix de vente moyen, en France, de l'électricité solaire photovoltaïque, contre 42 euros pour celle d'origine nucléaire.

Des professionnels insistent aussi sur le rôle du financement, dans ce secteur très capitalistique où les besoins augmentent avec la taille des centrales : pour certains, la moitié des économies réalisées depuis trois ans sont financières. « Bénéficiant de retours d'expérience positifs, les investisseurs ont réduit leurs attentes en matière de rendement », explique Daniel Bour, président du syndicat Enerplan.

Subventionné, le solaire en France est encore lié aux appels d'offres, mais certains estiment qu'ils pourront, bientôt, être passés. Solairedirect a déjà réussi à céder son électricité de gré à gré pour un parc entré en service l'an dernier et développé avec la région Poitou-Charentes à Thouars (Deux-Sèvres) : l'électricité sera vendue à 50 euros/MWh sur trente ans. D'autres parlent sur un moment de marché. « On commence à voir émerger une demande de collectivités locales et d'entreprises privées pour de l'électricité 100 % verte », note Edouard Sauvage, directeur de la stratégie d'Engie. Il reste encore du chemin à parcourir : le solaire n'a représenté que 1,1 % de la production d'électricité en France l'an dernier. ■

Le prix d'achat de l'électricité solaire 2015-2019

En dollars/MWh



LES ECHOS / SOURCE : AIE

La filière tricolore cherche à profiter de l'explosion des installations

Engie, Total, Schneider ou EDF EN veulent tirer parti du doublement des capacités installées d'ici à 2020.

La petite révolution à l'œuvre en France a déjà eu lieu dans de nombreux pays. Bénéficiant de la chute des coûts des panneaux, de bonnes conditions d'ensoleillement et/ou d'un coût de production de l'électricité traditionnellement élevé, le solaire photovoltaïque peut désormais se passer de subventions au Chili, en Afrique du Sud, en Inde mais aussi en Espagne, en Italie, en Australie (« Les Echos » du 2 juillet). Le marché commence à exploser. L'Agence internationale de l'énergie prévoit que les capacités installées dans le monde passeront de 219 gigawatts (GW) en 2015 à 430 GW en 2020.

Les acteurs français du secteur se positionnent pour en profiter. Sur un marché très fragmenté, les deux

grands « utilities » de l'Hexagone, EDF Energies Nouvelles et Engie, sont déjà présents à l'international. EDF EN assure l'exploitation et la maintenance de 1,5 GW de capacités solaires photovoltaïques dans le monde (dont 948 MW en propre, en Europe, en Inde et aux États-Unis), et le groupe a annoncé sa volonté de doubler les capacités installées dans les renouvelables en Europe d'ici à 2030. Engie, qui exploitait à peine 201 MW dans le solaire, a fait un grand bond en avant avec l'acquisition fin juin de Solairedirect, qui exploite 486 MW et compte 4,5 GW de projets en construction.

Débouchés à l'étranger

Le pétrolier Total compte aussi parmi les grands groupes français du secteur. Il détient 66 % de l'américain SunPower, l'un des leaders mondiaux des panneaux solaires qui développe des installations. Les

grands de la construction, comme Bouygues, Eiffage ou Spie, ou les fabricants de matériel électrique, comme Schneider, développent de réels savoir-faire dans ce domaine.

La France compte enfin une quinzaine de grosses PME capables de décrocher des contrats à l'autre bout du monde : Générale du Solaire, Fonroche, Voltalia, Akto, Quadran, Neoen, Urbasolar, etc. « Beaucoup ont cherché des débouchés à l'étranger lorsque le marché français s'est effondré après le moratoire en 2010 », note un industriel. L'enjeu est de trouver des financements. « Les outils de soutien sont insuffisants en France, comparé à l'Allemagne par exemple », avance Arnaud Mine, président de la branche solaire du SER. C'est bien parce qu'il considèrerait cette question du financement comme cruciale que Thierry Laperce, PDG de Solairedirect, a choisi de s'adosser à un grand groupe. — A. F.

Les solutions de stockage commencent à trouver leur marché

Le coût des batteries a été divisé par deux en cinq ans, rendant les systèmes combinant solaire et stockage moins onéreux.

Le très médiatique patron de Tesla, Elon Musk, a fait sensation en avril en présentant ses batteries ultra design destinées aux habitations et aux entreprises. Couplées à des panneaux solaires, elles permettraient selon lui « d'alimenter la terre entière en électricité ». Seul inconvénient : elles sont vendues à un prix minimum de 3.000 dollars... Pas tout à fait encore à la portée de toutes les bourses.

Le rêve d'Elon Musk n'est toutefois pas si loin de la réalité. Des aujourd'hui, dans certaines conditions, l'équation économique a été résolue. Le stockage, qui permet de résoudre le problème de l'intermittence de l'énergie solaire, est devenu compétitif. Pour preuve, les prix proposés dans le cadre de l'appel d'offres solaire en cours en France sur les zones non interconnectées (notamment les DOM TOM), tendent à intégrer des solutions de stockage : selon les professionnels, ils seraient tombés à 250 euros/MWh. « C'est correspond, dans ces zones isolées, au coût de production de l'électricité par des moyens conventionnels, notamment parce qu'il faut y acheminer le combustible », note Arnaud Mine, président de la branche solaire du SER. Il y a quelques années, les industriels ne parvenaient pas à descendre en dessous de 400 à 450 euros.



Selon le patron de Tesla, sa batterie Powerwall révolutionne le marché. Photo David McNew/AFIP

C'est que les coûts des batteries ont, comme ceux des panneaux solaires, chuté de façon spectaculaire. Les lithium-ion, notamment, sont aujourd'hui construites à grande échelle par les coréens LG et Samsung, ou encore par le français Saft. La recherche a permis de réduire leur taille et d'améliorer leurs performances, tandis que l'industrialisation a généré des économies d'échelle. « En deux ans, les prix ont été divisés par deux, et la baisse va se poursuivre », témoigne Christophe Gurtner, directeur de Force

Power, une PME française qui développe des systèmes de stockage sur mesure. Le marché commence à décoller. « Entre 2010 et 2013, nous avons développé de nombreux démonstrateurs », témoigne Fred Hapiak, directeur de la business unit stockage d'énergie chez Saft. « Depuis 2013, nous sommes passés aux applications commerciales : nous comptons 70 installations dans le monde, sur tous les continents. »

Zones isolées

En Europe de l'Ouest, le stockage reste très cher comparativement aux autres énergies. Mais dans bien des zones isolées ou souffrant de réseaux électriques défaillants, c'est de plus en plus souvent la solution qui s'impose en cas de besoin de nouvelles capacités : c'est le cas en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Est. La PME française Akto, qui a installé un tel système à La Réunion (Bardour), décroche désormais des contrats en Indonésie, où le gouvernement cherche à renforcer les capacités de production dans ses îles. « Nous sommes nés par les projets possibles, nous devons les priver ! » affirme Christophe Gurtner.

« On est passé du stockage réservé au chalet de montagne isolé à celui permettant d'intégrer l'électricité solaire à des réseaux de grande taille », note Edouard Sauvage, directeur de la stratégie chez Engie. La prochaine étape, qui rendra compétitif le stockage au sein des grands réseaux interconnectés, nécessitera encore quelques efforts. Mais elle n'est plus si loin. — A. F.



VERS L'AMÉLIORATION DU PROFIL DE CROISSANCE, DE LA RÉSILIENCE ET DE LA PROFITABILITÉ

A l'occasion de ses Journées Investisseurs, le 6 et 7 octobre, Bureau Veritas a présenté sa stratégie et huit de ses initiatives clés pour améliorer le profil de croissance, la résilience et la profitabilité à moyen-long terme.

Bureau Veritas a élaboré sa stratégie autour de 5 piliers :

- Accroître la couverture du marché grâce aux initiatives de croissance
- Renforcer ses liens avec les multinationales pour devenir leur partenaire privilégié
- Poursuivre le déploiement d'un modèle opérationnel efficient pour gagner en productivité et en flexibilité
- Equilibrer la présence géographique sur trois régions (Europe / Moyen-Orient / Afrique, Amériques, Asie / Pacifique)
- Continuer de jouer un rôle actif dans la consolidation du marché du TIC

8 INITIATIVES DE CROISSANCE CLÉS

représentant **60%** du chiffre d'affaires du Groupe

2 Md€ de chiffre d'affaires supplémentaires en 2020 répartis de manière équilibrée entre croissance organique et croissance externe

« Le marché du Test, de l'Inspection et de la Certification (TIC) est estimé à 200 milliards d'euros, et offre de nombreuses opportunités pour notre expansion. Dans ce vaste marché, nous avons décidé de lancer des initiatives de croissance ciblées, qui devraient progressivement monter en puissance au cours des trois prochaines années. A moyen-long terme, le Groupe a pour ambition de générer une croissance de son chiffre d'affaires de 8 à 10 % par an, dont 5 à 7 % de croissance organique et de réaliser des acquisitions ciblées sur des marchés prometteurs. A moyen-long terme, le Groupe a pour ambition d'améliorer sa marge opérationnelle ajustée à 17,5%, tout en continuant à dégager des cash flows libres élevés.

Malgré l'environnement économique instable, nous avons confiance dans notre capacité d'améliorer le profil de croissance et la résilience de Bureau Veritas à moyen-long terme, en confortant notre forte présence et nos positions de leader sur nos marchés, et en mobilisant nos équipes d'experts de haut niveau. »

Didier Michaud-Daniel, Directeur Général

Retrouvez l'intégralité du communiqué sur finance.bureauveritas.fr

0800 43 42 41